

La « collaboration » des producteurs de Gaza : nouvelle tentative d'intox, nouvel échec d'Israël/Agrexco

On sait que derrière l'opération « fraises de Gaza » lancée par Agrexco/Carmel début décembre 2009 il y a l'état d'Israël tout entier. L'entreprise d'état Agrexco/Carmel emblème de la politique agricole israélienne a été choisie pour tenter de réhabiliter l'image de l'état israélien bien mal en point après les massacres et crimes de guerre perpétrés lors de la guerre contre Gaza l'hiver dernier. La méthode consiste à présenter Agrexco/Carmel comme une entreprise au service des Palestiniens qui exporterait leur produits, faisant vivre ainsi plus de 10 000 personnes dans la bande de Gaza. L'objectif était de miner de l'intérieur la Coalition contre Agrexco en lui faisant accepter les produits palestiniens de Gaza exportés par Agrexco sous le label Coral (qui est un label israélien cf. le site [agrexco](http://agrexco.net)). Du coup plus question de refuser l'arrivée des bateaux d'Agrexco à Vado (Italie) Sète (France) Valencia (Espagne) ou les avions chargés de fleurs à Liège et Londres. Bref c'en était fini de la campagne européenne contre Agrexco. La réponse cinglante du BNC Palestinien (Comité national Palestinien du BDS) signée de toutes les organisations paysannes palestiniennes et de tous les comités de résistance populaire, appelant au « boycott total d'Agrexco » et renouvelant son soutien total à la Coalition contre Agrexco a fait de l'opération israélienne un fiasco total (lire la déclaration du 22/12/09 : (<http://coalitioncontreagrexco.net/node/37>)).

Nouvelle tentative : « La collaboration des producteurs de Gaza aux côtés des israéliens à Sète » : nouvel échec !

Le 18 janvier 2010 à l'occasion de l'arrivée, comme tous les mardis, du bateau Agrexco/Carmel à Sète, Israël a tenté une nouvelle opération de désinformation et de basse propagande.

Le CRIF, succursale israélienne en France, a invité les

médias à une conférence de presse en territoire israélien, sur le bateau Agrexco/carmel à quai à Sète. L'invitation intitulée « **Une rencontre fortement symbolique entre Israéliens et Palestiniens de Gaza dans notre région sur le port de Sète** » affirme « **le soutien (du CRIF) à l'existence de 2 états, israéliens et palestiniens, vivant côte à côte dans le respect et la sécurité** » et annonce la présence à la conférence de presse « *de producteurs Palestiniens de Gaza qui font un voyage d'étude en Europe, afin d'analyser les besoins du marché européen et de pouvoir développer leur activité agricole en conséquence* » .

La manoeuvre n'est pas seulement grossière, elle est ignoble. Pendant la guerre de Gaza les israéliens ont utilisé sur leurs chars des palestiniens comme boucliers humains pour pénétrer dans les villes. Dans cette version soft des boucliers humain, mais relevant du même principe odieux, Israël met en avant des producteurs Palestiniens pour pénétrer sans difficulté dans le port de Sète et ailleurs et ainsi forcer le boycott d'Agrexco. Mais la manoeuvre a lamentablement échoué pour la simple raison que les Palestiniens ont refusé de venir à Sète et de se prêter à cette mascarade sur le bateau israélien. Le directeur d'Agrexco a annoncé penaud qu'ils avaient reçu un ordre de Ramallah leur interdisant de venir... Pas de palestiniens, pas de « rencontre fortement symbolique », pas de photos de cette prétendue collaboration « vieille de 30 ans ». Comme l'a dit très justement une journaliste en sortant : « C'était un non événement ». Un nouvel échec pour Israël/Agrexco dans leur cynique tentative pour utiliser les palestiniens de Gaza contre les intérêts de leur propre peuple !

La collaboration des élus c'est une affaire qui marche !

Si « rencontre hautement symbolique » il y a eu, c'est entre les israéliens et « nos » élus. Il y en a qui n'ont honte de rien : Christian Bourquin, président du conseil Régional Languedoc-Roussillon (PS), François Commeinhes, maire de Sète (UMP) et Max Lévida (PS) représentant la mairie de Montpellier ont assisté à la mascarade. Invités par le CRIF L.R, nos élus sont allés faire la courbette au directeur d'Agrexco et au représentant du ministre de l'agriculture israélien qui avait fait le déplacement. Rien ne les y obligeait. Le même jour où le CRIF, ligotant la liberté d'expression, réussissait à

interdire à Paris un meeting de Stéphane Hessel interdisant par là l'expression de l'ambassadrice de la Palestine Leila Shahid, le CRIF L.R se présentait ici comme l'ami des palestiniens. Par leur présence nos élus ont participé activement à cette tentative de désinformation visant à banaliser les agissements d'une entreprise coloniale qui vole les terres et l'eau des palestiniens, qui fraude les douanes et viole le droit international. Par leur présence nos élus ont soutenu ouvertement Israël ! Ils auront à rendre compte, un jour ou l'autre, de cette collaboration active avec un état criminel condamné par l'assemblée générale de l'ONU pour crimes de guerre !

Etre à la hauteur du courage des palestiniens

Revenons sur les questions que se posent certains sur le boycott des produits exportés par Agrexco en provenance de Gaza. Il faut le dire haut et fort, les palestiniens n'ont pas le choix ! ils cultivent, ils travaillent et exportent pour Agrexco selon ses intérêts et le bon plaisir d'Agrexco. Et quand ils viennent en Europe dans ce contexte, c'est par chantage et menaces israéliennes cela ne fait aucun doute ! Pas question de faire le moindre reproche à ces Palestiniens, nous savons qu'ils sont contraints par la situation que le blocus aggrave d'autant plus.

Mais pour autant, devrions nous renoncer à nous opposer à Agrexco ?

Ce sont les ouvriers palestiniens qui dans leur grande majorité construisent les colonies, devrions nous pour autant renoncer à lutter contre les colonies et la colonisation ?

Ce sont les Palestiniens qui ont construit le mur, devrions nous pour autant renoncer à la lutte contre le Mur ?

Il faut entendre ce que nous disent et ce que nous demandent les Palestiniens (extrait de la déclaration du 22/12/09) :

« La campagne de lobbying d'Israël au service d'Agrexco doit être considérée comme une autre tentative désespérée d'Israël et des ses groupes de pression bien huilés pour contrer la montée rapide de la campagne BDS, en peignant le boycott comme « contre-productif » et « nuisible aux Palestiniens ». En plus de sa fausseté, c'est un argument paternaliste que nous rejetons. L'appel BDS a été signé par plus de 170 partis politiques, syndicats, ONG, réseaux et associations agricoles palestiniens représentant tout le spectre de la société civile

palestinienne : sous occupation en Cisjordanie et à Gaza, en Israël et en exil. De plus, un boycott total de Carmel-Agrexco a été approuvé par la totalité des syndicats et comités agricoles et de fermiers Palestiniens. Quoique bien conscients du prix que nos agriculteurs pourraient payer du fait d'un boycott complet de Carmel Agrexco, nous considérons le BDS comme le moyen de solidarité le plus efficace pour provoquer la fin des différentes formes d'oppression par Israël qui empêchent nos agriculteurs et le peuple tout entier de jouir de la liberté et des droits de l'homme. »

Ce sont eux qui font les sacrifices en nous demandant le « boycott total d'Agrexco ». Ne pas répondre à leur demande serait non seulement les laisser se sacrifier pour rien mais bien plus grave, ce serait les trahir. Nous devons être à la hauteur de leur courage et des sacrifices qu'ils acceptent d'endurer.

JLM

18/01/2011